

LETTRE DATÉE DU 26 JUIN 2002, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE À LA CONFÉRENCE, TRANSMETTANT LE TEXTE DES OBSERVATIONS QUE CE DERNIER A FAITES LE 29 MAI 2002 AU SUJET DE L'ESPACE LORS D'UNE CONFÉRENCE INFORMELLE SUR LE THÈME «LA SÉCURITÉ DANS L'ESPACE À L'AVENIR: AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS D'ORDRE COMMERCIAL ET MILITAIRE ET EN MATIÈRE DE LIMITATION DES ARMEMENTS», QU'AVAIENT ORGANISÉE LE CENTRE D'ÉTUDE SUR LA NON-PROLIFÉRATION, DE L'INSTITUT DE MONTEREY, ET LE CENTRE MOUNTBATTEN DE L'UNIVERSITÉ DE SOUTHAMPTON

J'ai eu récemment l'honneur de participer à une conférence informelle sur le thème «La sécurité dans l'espace à l'avenir: avantages et inconvénients d'ordre commercial et militaire et en matière de limitation des armements». Cette rencontre riche en enseignements a été organisée au Royaume-Uni par le Centre d'étude sur la non-prolifération, de l'Institut de Monterey, et le Centre Mountbatten de l'Université de Southampton.

Les observations que j'ai faites le 29 mai à cette conférence informelle pourraient intéresser mes collègues ici à Genève. Par conséquent, je vous demande de vouloir bien faire le nécessaire pour que le texte de mon intervention soit distribué comme document de la Conférence du désarmement.

Le Représentant permanent à la  
Conférence du désarmement  
(Signé) Eric M. Javits

## **LES ÉTATS-UNIS, L'ESPACE ET LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT**

Les États-Unis continuent de reconnaître l'intérêt que présentent pour tous les pays l'exploration et l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques, intérêt que proclame le Traité sur l'espace de 1967. Lorsque nos astronautes sont allés sur la Lune pour la première fois, ils y ont laissé un message indiquant qu'ils étaient venus en paix et dans l'intérêt de l'humanité tout entière. Les États-Unis et d'autres pays ont envoyé des sondes inhabitées explorer l'espace et les corps célestes ainsi que les surfaces et les atmosphères d'autres planètes de notre système solaire, afin de comprendre l'environnement au-delà de la Terre.

L'exploration et l'utilisation de l'espace n'ont pas été dirigées uniquement vers l'univers. Des satellites en orbite autour de la Terre surveillent le temps, le climat, les cultures, ainsi que l'impact des sécheresses et de l'occupation des sols. Des satellites de télécommunications rendent possible la communication rapide de l'information à l'échelle mondiale. Les satellites ont transformé radicalement la navigation terrestre et nous ont donné un moyen nouveau et puissant de faire des relevés exacts de la surface de la Terre. L'exploration et l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques ont aussi eu des retombées technologiques si nombreuses qu'une journée ne suffirait pas pour les énumérer toutes.

L'attachement des États-Unis à l'exploration et à l'utilisation de l'espace par tous les pays à des fins pacifiques et pour le bien de l'humanité est incontestable. Cela dit, l'exploration et l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques n'empêchent pas, à l'évidence, que des activités soient menées dans ce milieu aux fins de la réalisation d'objectifs intéressant la sécurité nationale.

La sécurité et le bien-être de nombre de pays dépendent de la capacité de ces derniers de mener des opérations dans l'espace – l'Article 51 de la Charte des Nations Unies dispose clairement que tous les États Membres ont le droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective. Les responsabilités mondiales qu'ont les États-Unis et les nouvelles menaces auxquelles notre pays doit faire face dans le monde d'aujourd'hui requièrent que ce droit puisse être exercé tant sur la Terre qu'au-dessus de la planète. Comme l'a dit le Sous-Secrétaire d'État Bolton lors de son intervention à la Conférence du désarmement le 24 janvier, la sécurité et le bien-être des États-Unis et de leurs alliés dépendent de la capacité à agir dans l'espace. Notre pays n'est d'ailleurs pas le seul à mener des programmes militaires relatifs à l'espace. La Russie et la Chine, par exemple, en font autant.

La tâche primordiale de tout gouvernement est d'assurer la sécurité nationale et chaque nation doit déterminer les éléments de sa politique en matière de sécurité. La limitation des armements et le désarmement ne sont pas des fins en soi, mais constituent des moyens de renforcer la sécurité. Nos débats devraient s'inscrire dans ce contexte.

Le libre accès à l'espace et la libre utilisation de ce milieu sont indispensables à la préservation de la paix et à la défense des intérêts des pays sur les plans civil et commercial ainsi qu'en matière de sécurité. Les États-Unis ne voient aucune raison valable de limiter le droit qu'ont les nations souveraines d'acquérir dans l'espace des informations de toutes sortes.

Nous comprenons parfaitement que le maintien de la paix et de la sécurité internationales est un objectif capital qui doit guider les activités menées sur Terre comme dans l'espace, mais, en dernière analyse, la préservation de la sécurité nationale est tout aussi nécessaire et centrale. Pour ces raisons, les États-Unis pensent qu'il n'est nul besoin de conclure de nouveaux accords de limitation des armements concernant l'espace et sont opposés à la négociation d'un traité sur la question.

Certains ont avancé l'idée qu'il conviendrait peut-être d'établir une nouvelle instance dans le cadre de laquelle la communauté internationale poursuivrait ses efforts de limitation des armements dans l'espace. Nous ne partageons pas ce point de vue. Changer d'instance ne modifierait pas les positions nationales. Les États continueraient d'avoir les mêmes préoccupations qu'ils ont aujourd'hui et qu'ils expriment dans les instances déjà en place.

### **LE RÉGIME EN VIGUEUR RELATIF À L'ESPACE EST SUFFISANT**

Plusieurs accords en vigueur réglementent déjà suffisamment les activités militaires dans l'espace. Le Traité d'interdiction partielle des essais, de 1963, interdit aux Parties d'effectuer toute explosion expérimentale d'arme nucléaire ou toute autre explosion nucléaire dans l'espace. Les travaux du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, qui, à l'origine, ont facilité la négociation du Traité sur l'espace, ont aussi pour effet de renforcer le régime existant. Bien sûr, ce comité ne s'intéresse pas aux questions relatives à l'espace sous l'angle du désarmement et de la limitation des armements, puisqu'il a pour mission de promouvoir la coopération internationale dans les utilisations pacifiques de l'espace.

Le Traité sur l'espace, auquel les États-Unis sont fermement attachés, reste l'instrument le plus important à cet égard. Ce traité préserve les corps célestes de toute arme nucléaire et tout autre type d'arme de destruction massive; il interdit aux États parties de mettre de telles armes sur orbite autour de la Terre ou d'en installer sur des corps célestes – c'est en soi une mesure de non-prolifération de grande envergure. Ce traité dispose en outre que les corps célestes doivent être utilisés exclusivement à des fins pacifiques et il en interdit l'emploi pour des installations ou manœuvres militaires ou pour des essais d'armes de quelque type que ce soit. De plus, le Traité sur l'espace établit clairement que les États parties exercent leur juridiction et leur contrôle sur tous objets qu'ils lancent dans l'espace et sont responsables sur le plan international desdits objets, y compris de tous dommages que ceux-ci causeraient.

En somme, il existe déjà un système juridique étendu et synthétique qui limite les utilisations de l'espace à celles qui sont pacifiques et qui trace le cadre dans lequel devront s'inscrire les utilisations militaires légitimes de ce milieu. Nous estimons que ce régime multilatéral de limitation des armements protège suffisamment les intérêts des États concernant l'espace et n'a nul besoin d'être développé. Il n'y a tout simplement aucun problème relatif à l'espace qui doive être résolu par le biais d'une limitation des armements. Les difficultés auxquelles nous devons tous faire face sont ici même, sur la Terre: en effet, il est nécessaire que les États appliquent effectivement, en s'y conformant pleinement, les régimes clefs conçus pour contrer la très réelle menace des armes de destruction massive et surtout ceux qu'établissent le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, la Convention sur les armes chimiques et la Convention sur les armes biologiques.

Par leur politique relative à l'espace, les États-Unis entendent faire en sorte que l'espace puisse continuer à être exploré et utilisé librement par toutes les nations à des fins pacifiques et pour le bien de l'humanité tout entière. Pour nous comme pour d'autres, le concept d'«utilisation à des fins pacifiques» comprend, bien entendu, des activités qui appuient et servent la sécurité nationale. L'appui à des opérations militaires dans le monde entier, le suivi de menaces militaires et la réaction à de telles menaces, la surveillance de l'application des accords en matière de limitation des armements et de non-prolifération, de même que l'amélioration de notre aptitude à faire tout cela, sont autant d'objectifs clefs des activités que nous menons dans l'espace pour défendre notre sécurité nationale; de telles activités contribuent aussi à un renforcement de la stabilité et de la sécurité internationales. L'utilisation de l'espace à des fins militaires licites a de vastes retombées pour la communauté internationale dans maints domaines: télécommunications, localisation mondiale, navigation, surveillance de l'environnement, lutte contre le terrorisme et coopération à la mise en œuvre des sanctions arrêtées par le Conseil de sécurité de l'ONU.

### **IL EST TEMPS DE PASSER À D'AUTRES QUESTIONS**

Les États-Unis continuent à entendre des appels à l'ouverture immédiate de négociations à la Conférence du désarmement en vue de parer à des maux de toutes sortes: premièrement, la rupture possible de l'équilibre stratégique par la mise en place d'une défense antimissile et, partant, une nouvelle course aux armements ici sur la Terre; deuxièmement, la perturbation éventuelle du processus de limitation des armements; troisièmement, le risque d'une course aux armements dans l'espace. Les États-Unis ont toujours estimé que de telles inquiétudes étaient sans fondement.

Manifestement, la mise en place d'une défense antimissile n'a pas rompu l'équilibre stratégique ni entraîné de nouvelle course aux armements. Le Traité signé à Moscou le 24 mai le montre bien. Fait important: le Traité de Moscou apporte aussi la preuve que la volonté de mettre en place une défense antimissile et la fin du Traité ABM ne constituent pas un obstacle à de nouvelles réductions des armes nucléaires ou à une extension de la coopération entre les États-Unis et la Russie. Il est tout aussi clair que les initiatives prises par les États-Unis pour assurer leur défense contre les missiles et les divers systèmes d'une telle défense qui sont actuellement à l'étude ne sont pas dirigés contre la Russie ou la Chine. Au contraire, tout cela est conçu pour défendre notre pays contre une attaque limitée aux missiles balistiques, dans un monde où les États sont toujours plus nombreux à s'efforcer de se doter des capacités nécessaires pour menacer d'autres États d'une telle attaque. Enfin, nous nous sommes employés à faire comprendre à la communauté internationale qu'il ne s'agit pas de remplacer ainsi la dissuasion par une politique de riposte mais bien de compléter la dissuasion en y ajoutant une nouvelle dimension. De fait, quiconque, parmi les acteurs autres que les États, saurait qu'une attaque limitée contre les États-Unis aurait peu de chances d'aboutir serait bien moins enclin à mettre au point des armes de destruction massive. Un système de défense à même de contrer une attaque à grande échelle menée avec des armes perfectionnées différerait, sur les plans tant qualitatif que quantitatif, de ce que visent les États-Unis.

Les États-Unis restent attachés au processus de limitation des armements et de désarmement. L'accord phare relatif à des réductions des armements stratégiques qu'ont signé les Présidents Bush et Poutine à Moscou le 24 mai est venu confirmer cet attachement et a définitivement relégué aux oubliettes le monde de la guerre froide et la course aux armements que celle-ci a engendrée. Il n'y a aucune contradiction entre ce processus et la volonté de mettre

en place un système limité de défense antimissile. Certes, les États-Unis et la Russie ne sont pas d'accord sur les avantages présentés par le Traité ABM, mais la disparition de l'instrument ne fait tout simplement pas problème. De fait, les relations entre les deux pays sont suffisamment larges et solides pour perdurer malgré ce désaccord. Comme l'a montré la rencontre au sommet de Moscou, les temps ont changé et la conjoncture est aujourd'hui plus favorable.

### **RÉCAPITULATION**

Les États-Unis continuent de reconnaître l'intérêt que présentent pour l'humanité tout entière l'exploration et l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques, ainsi qu'il est déclaré dans le Traité sur l'espace de 1967. Nous ne voyons pas la nécessité de conclure de nouveaux traités relatifs à l'espace. Nous devrions passer à d'autres questions afin de répondre à des menaces graves et immédiates pour l'humanité.

-----